

Communiqué de presse

Démanteler l'École, ce n'est pas apaiser le pays !



Lundi 17 avril, en s'adressant à la population après avoir promulgué sans attendre la réforme des retraites toujours jugée injuste et brutale, le Président Macron n'a en rien apaisé la colère sociale qui secoue le pays depuis des mois et qui s'exprime largement par les mobilisations à l'appel d'une intersyndicale unie et soutenue par une grande partie de la population.

Le Président prend-il réellement la mesure du rejet de sa politique ? Entre le succès de l'apprentissage et la réforme du RSA, il annonce dans ses priorités un « pacte pour la vie au travail » dans lequel il inclut aujourd'hui la réforme de la voie professionnelle. Après la mise en place d'une double tutelle des Ministères du Travail et de l'Éducation, n'est-ce pas assumer une sortie des lycées professionnels du service public d'Éducation ? Après avoir volé deux ans de vie aux parents, il s'attaque désormais aux enfants !

Prétendre vouloir « apaiser » en relançant une réforme rejetée, notamment par des mobilisations historiques à l'automne 2022, par l'ensemble des organisations syndicales de l'enseignement professionnel et agricole du public et du privé sous contrat, c'est une véritable provocation ! Macron poursuit sa politique rétrograde au service du patronat, au détriment d'un tiers des lycéen·nes parmi les plus fragiles et les plus démunies. Le démantèlement de la voie professionnelle accroîtra le malaise social et la fracture qui existent déjà dans la société, sans permettre la réduction des inégalités à laquelle il prétend remédier.

Nous rappelons ici notre revendication première d'un lycée pro donnant accès autant à une poursuite d'études qu'à une insertion professionnelle réussies. Inclure la réforme de la voie professionnelle sous statut scolaire dans le projet d'un « pacte de la vie au travail » c'est renier ces dimensions essentielles de l'enseignement qui sont au cœur de nos métiers.

Pour ce qui est du lycée général et technologique, le ministre Pap Ndiaye s'alarme des nombreuses absences des lycéens de terminale maintenant que les épreuves du baccalauréat sont passées et les notes connues. Il semble découvrir les effets délétères de la Réforme du Lycée imaginée par son prédécesseur sur lesquels les enseignants.es ont alerté pendant de longs mois.

Nous dénonçons aussi le futur pacte enseignant qui conditionnera la revalorisation du salaire des enseignants.es à l'acceptation de missions supplémentaires. Lorsque l'on compare les salaires des enseignants.es Européens.nes, les enseignants.es Français.es sont parmi les moins bien payés.es. Au début des années 80, un enseignant débutant gagnait l'équivalent de 2,3 fois le SMIC. Aujourd'hui, il touche à peine plus que le salaire minimum. Un tel déclassement ne permet plus d'attirer les étudiants vers le métier : es chiffres d'inscriptions au concours en attestent. Nous rappelons que le pouvoir d'achat des enseignants.es Français.es a baissé d'environ 25%. Avant de nous proposer un pacte avec une rémunération au rabais, augmentez nos rémunérations !

La CGT Éduc'action dénonce vivement ce projet et refuse de voir ainsi sacrifier une partie de la jeunesse de ce pays. Elle appelle les personnels à répondre massivement à l'appel unitaire de l'intersyndicale le 1er mai, à participer aux mobilisations syndicales organisées dans toute la France d'ici là, et faire la démonstration que les travailleurs et les travailleuses ont fermement la volonté de maîtriser leur avenir.

Le syndicat CGT Educ'action 30-48

19 avril 2023